

l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

Aux côtés du Kampuchea agressé

UNE situation d'une extrême gravité se développe en Asie du Sud-Est, avec l'entrée des chars vietnamiens à Phnom Penh. Ceux qui voulaient douter encore doivent désormais regarder les choses en face. Une nouvelle guerre d'agression se développe au Kampuchea démocratique (Cambodge) qui met en jeu la paix et la sécurité dans toute l'Asie du Sud-Est et cette fois-ci l'agresseur c'est le Vietnam avec le soutien direct de l'Union soviétique. Depuis longtemps déjà, le Vietnam formait le projet de réaliser une « fédération indochinoise » regroupant sous sa houlette le Laos et le Kampuchea, ce qu'il n'a pas pu réussir par la méthode douce, en proposant notamment son « amitié spéciale » au Kampuchea. Il tente désormais de l'imposer par la manière forte. 120 000 hommes de troupes vietnamiens appuyés par l'aviation et un nombre considérable de blindés ont envahi le sol de Kampuchea, plongeant à nouveau son peuple dans les souffrances et les épreuves d'une nouvelle et cruelle guerre d'agression. Mais, toute l'histoire est là pour nous l'enseigner, l'entrée des chars vietnamiens à Phnom Penh ne marque pas le début de leur victoire, mais le début de leur défaite. C'est le sort qui attend tous les envahisseurs et expansionnistes. En chaussant les bottes de l'impérialisme américain au Kampuchea, le Vietnam et ses maîtres soviétiques se condamnent eux-mêmes à connaître la même fin que lui dans ce pays.

Car le peuple cambodgien n'est pas battu ! Il n'a jamais toléré, tout au long de son histoire, de vivre dans l'esclavage sous une domination étrangère, comme vient de le rappeler avec éclat le prince Sihanouk, venu défendre à l'ONU la cause de l'indépendance de son pays et de son peuple.

Sous la direction de ses représentants légitimes, le gouvernement dirigé par le premier ministre Pol Pot une nouvelle guerre populaire de libération a déjà commencé. Bien des calamités ont convergé contre le régime, mais quelles que soient le trouble et les interrogations qu'elles aient pu causer chez certains, aujourd'hui la question n'est pas là. Elle est dans le fait qu'un pays souverain et indépendant est envahi et agressé par une armée étrangère avec le soutien de la superpuissance impérialiste la plus menaçante et la plus agressive du monde.

La mise en avant d'un prétendu « Front de libération », le FUNSK, créé de toutes pièces par Hanoi et Moscou, ne peut tromper personne. Ce n'est pas un soulèvement populaire qui vient de se produire au Kampuchea mais une agression étrangère grossière, commencée en décembre 1977, un an avant la mise en vedette du FUNSK. Et qui pourrait croire sérieusement qu'un mouvement de guérilla, créé officiellement il y a quelques semaines, disposerait déjà de la formidable armada de blindés et d'avions de combat qui s'est ruée sur Phnom Penh ?

Il est clair que le FUNSK est à l'égard de Hanoi et de Moscou ce que Lon Nol était pour les Américains.

Le secrétariat du PCML lance un appel pressant à tous les anti-impérialistes, à tous les hommes et femmes épris de liberté et d'indépendance, pour qu'ils s'unissent dans la dénonciation du Vietnam et de l'URSS agresseurs, pour qu'ils se rangent résolument dans le camp d'une cause juste, celle de la souveraineté et de l'indépendance du Kampuchea qui est aussi une garantie de notre propre liberté.

Ne permettons pas que le Kampuchea devienne une nouvelle Tchécoslovaquie !

Unissons-nous contre les agresseurs vietnamiens, soviétiques et leurs laquais ! Le peuple du Kampuchea vaincra !

Secrétariat du PCML

Sihanouk accuse Hanoi et Moscou

Lors de sa conférence de presse à Pékin

PATRIOTE convaincu, le prince Sihanouk a affirmé qu'il ferait tout pour mener à bien la mission qui lui a été confiée par le gouvernement légitime du Kampuchea (Cambodge). Il a demandé à l'ONU ainsi qu'à « tous les pays épris de paix, d'indépendance, de liberté et de justice » de soutenir le Kampuchea contre l'agression. Il a accusé l'URSS, tout aussi bien que le Vietnam, d'activités criminelles, menaçant la paix en Asie du Sud-Est et dans le monde entier. En effet, dix ans après l'invasion de la Tchécoslovaquie, ne constate-t-on pas que les appétits de domination de l'URSS n'ont fait que s'accroître. En Asie du Sud-Est, c'est elle qui s'efforce de prendre la place des Américains. Ce sont encore une fois ses ambitions planétaires qui se profilent derrière l'agression vietnamienne à laquelle elle apporte un soutien actif.

(Voir pages 3, 4 et 5)



Sihanouk lors de sa conférence de presse a lancé un appel à « tous les pays épris de paix d'indépendance, de liberté et de justice » à condamner l'agression vietnamienne au Cambodge.

L'OPERATION MAUROY A L'ELYSEE

Détourner le mécontentement

A la suite de l'entrevue qu'il a eue avec Mauroy, président au Conseil régional du Nord Pas-de-Calais, Giscard a demandé à Barre de préparer un plan d'ensemble. Giscard qui totalise à son actif un millions sept cent mille chômeurs a mis en avant « les exigences de la solidarité nationale ». C'est donc le 17 janvier que Barre annoncera les mesures qu'il compte prendre, c'est le 17 janvier qu'il distribuera la poudre aux yeux. Plus que le chômage, ce qui préoccupe Giscard c'est avant tout de désamorcer le mécontentement. Par son opération concertation-plan de sauvetage, il entend montrer qu'il n'est pas besoin de lutter,

qu'il suffit d'avoir de bon élus polis qui savent parler pour obtenir réparation. C'est dans le même esprit que Barre avait sorti son plan Vosges après les licenciements chez Boussac. Le schéma est simple, vous licenciez, vous recevez les élus et vous annoncez une plan de sauvetage. Qui peut croire Barre quand il parle de sauvetage, de mesures pour l'emploi ? Lui qui ne parle que de sacrifices, de dégraissage et d'austérité.

Giscard et Barre se trompent s'ils comptent ainsi désamorcer le mécontentement. Les travailleurs savent que c'est en ne comptant que sur leurs luttes pour construire un rapport de force qu'ils conserveront leur emploi.

Le Nord Pas-de-Calais est

une des régions les plus frappées par le chômage, où l'avenir est sombre. Elle risque de perdre 100 000 emplois d'ici 1985 alors que dans le même temps sa population en âge de travailler va s'accroître. Pour enrayer le chômage, il faudrait créer trente mille emplois par an au cours des prochaines années, alors qu'au moment de l'expansion il ne s'en créait que vingt mille au maximum. Depuis 1968, c'est la région qui détient le record de l'exode. Or, quand on sait que la population active ne représente que 36 % de la population totale, alors que sur l'ensemble de la France la moyenne est de 41 % on peut parler de région en déclin. Pourtant 50 % de la population active travaille dans l'industrie

alors que la proportion est de 33 % dans le reste de la France. Le Nord Pas-de-Calais est bien une région que les capitalistes veulent sacrifier, liquider pour résoudre leur crise. Mais il faut y mettre les formes. Aussi Barre a réuni trois ministères : Economie, Industrie, Travail, pour élaborer son plan. Sans parler du secrétariat à la petite et moyenne entreprise, ni de la délégation à l'Aménagement du territoire. De plus Barre annoncera des mesures concernant le réseau routier et la décentralisation de services publics de Paris vers le Nord. C'est un emplâtre sur une jambe de bois. Ce que veulent les travailleurs du Nord c'est garder leur emploi dans le Nord.

(Suite page 3)

Iran

Une position stratégique capitale

AL'HEURE où l'Iran est totalement paralysé par les grèves, à l'heure où aucune solution politique n'apparaît clairement, où l'on constate déjà l'échec de la politique du Premier ministre, Bakhiar, nommé il y a seulement quelques jours, la question de l'avenir de ce grand pays reste toujours en suspens. Vu l'importance tant économique que stratégique de ce pays, celui-ci attire les convoitises des pays impérialistes et plus particulièrement des USA et de l'URSS.

Plusieurs faits permettent de comprendre l'attention des superpuissances face aux événements qui se déroulent aujourd'hui en Iran. La richesse en ressources naturelles, la puissance militaire ainsi que la position stratégique de l'Iran sont autant d'attraits pour les deux supergrands.

DE GRANDES RÉSERVES

La puissance économique tout d'abord. Elle se concrétise par les immenses réserves de pétrole et de gaz naturel. L'Iran est le 4^e pays quant aux ressources décelées en pétrole et le 2^e exportateur mondial. Avec une production avoisinant 280 millions de tonnes par an, il extrait plus de 9 % de la production mondiale. Ce sont 120 millions de tonnes qui partent chaque année vers l'Europe.

Autres richesses, le gaz naturel. L'Iran est la 2^e réserve mondiale derrière l'URSS. C'est pourtant cette dernière qui est le principal client de l'Iran dans ce domaine.

Les exportations de pétrole et de gaz constituent à elles seules 40 % des revenus annuels de l'Iran.

UNE ARMÉE TRÈS PUISSANTE

La caractéristique de l'Iran, c'est également sa formidable armée, la 4^e ou la 5^e du monde, la 3^e aviation, 340 000 hommes équipés d'un armement sophistiqué ultra-moderne. Les USA se servant de l'Iran comme gendarme de la région ont favorisé cet armement à outrance. Le budget de l'armée au cours de l'année fiscale commencée le 1^{er} mars 1977 a atteint près de 10 milliards de dollars, soit plus de 11 % du revenu national. Avant les événements de ces derniers mois, on évaluait à 30 000 le nombre de conseillers militaires américains présents en Iran.

Pourquoi une telle armée ? Plusieurs rôles lui sont assignés : un rôle de répression contre le peuple iranien lui-même ; sur ce point, elle a déjà fait ses preuves. Toutefois, ce n'est pas cela qui a motivé un tel armement. Les avions de combat ne sont pas nécessaires contre les manifestations. L'armée a us-

si servi et sert toujours l'Iran dans ses entreprises expansionnistes contre le peuple du Dhofar. Enfin, cette armée est aussi une armée de défense contre un voisin très dangereux, l'URSS.

UNE POSITION STRATÉGIQUE FONDAMENTALE

Relais entre l'Occident et l'Asie, la position stratégique iranienne est fondamentale. Ce pays constitue un verrou entre l'URSS et l'Océan Indien. Plus important encore, l'Iran contrôle par le détroit d'Ormuz la production pétrolière qui part des pays riverains du

golfe Persique. La construction de la base aéronavale à Chah Bahar, à la frontière du Pakistan en est un exemple.

On comprend ainsi pourquoi les USA tiennent tant à conserver leur influence dans ce pays d'autant plus que, depuis quelques années, l'URSS n'a cessé de progresser dans la région. Bordé au Nord par 2 600 km de frontières communes avec l'URSS, l'Iran est aussi encadré à l'Est par l'Afghanistan qui, depuis le mois d'avril, est tombé dans la zone de l'influence de l'URSS. A l'Ouest, l'Irak qui a donné refuge à des navires de guerre soviétiques dans le port de Umm Qasr. Ce port qui est situé... au fond du golfe persique. De semblables facilités ont été accordées à l'URSS dans le port de Vizagapatam, en Inde, lui permettant ainsi d'avoir plusieurs bases dans l'Océan Indien. A cela, il faut ajouter l'importante base d'Aden, située au Sud-Yémen, pays lui aussi sous influence soviétique.

L'Océan Indien, on le sait déjà, est infesté de

Il est toutefois à noter que si le Shah a suivi largement la politique américaine, plusieurs tentatives d'indépendance ont eu lieu : le simple fait d'appartenir à l'OPEP est déjà révélateur. De plus, la position favorable de l'Iran par rapport à la création éventuelle d'un marché commun asiatique qui recueille déjà l'approbation de l'Inde et du Bangladesh, est une attitude qui va dans le sens d'un non-alignement plus conséquent.

ET L'AVENIR ?

Nombreux sont ceux qui se demandent aujourd'hui quel sera l'aboutissement des événements qui se déroulent depuis plusieurs mois maintenant en Iran. A cette question, on ne peut répondre à l'heure actuelle que par des hypothèses : il est possible que les USA conservent leur influence, renforcée ou amoindrie, il est possible également que l'URSS arrive à dévoyer le mouvement populaire pour étendre son influence dans le pays. Il est possible enfin,



golfe Persique. Il contrôle ainsi l'acheminement du trafic du 1/10^e de la production mondiale de pétrole et surtout les 2/3 du trafic destiné aux pays occidentaux. Contrôler le détroit d'Ormuz, c'est contrôler en pratique le ravitaillement en pétrole de l'Europe. Par ailleurs, ce rôle de gardien du trafic pétrolier est étendu en dehors des frontières. Plus généralement, l'Iran est aussi le pays qui contre-

balance l'influence soviétique sous-marins appartenant aux USA et à l'URSS, (à tel point que des accidents dus à des collisions y sont fréquents). Les USA ne sont pas prêts à laisser l'URSS s'implanter dans cette région si vitale pour le monde capitaliste occidental. A l'opposé, l'Union soviétique espère faire sauter ce verrou qui lui permettrait un accès direct dans l'Océan Indien et surtout le contrôle du ravitaillement de l'Europe en pétrole.

et c'est ce que nous espérons, que le peuple arrive à imposer un gouvernement qui se tienne à une position plus conséquente dans l'indépendance par rapport aux superpuissances. Quoi qu'il en soit, notre rôle à l'heure actuelle est de soutenir totalement la lutte du peuple iranien, lutte qui s'exerce contre la dictature du Shah mais aussi pour l'indépendance, contre les deux superpuissances.

Evelyne LE GUEN

Quelques éléments d'analyse de la restructuration dans la sidérurgie européenne

ON entend souvent dire que la politique de la sidérurgie française se décide à Bruxelles. C'est exact dans un sens, ce n'est pas vrai dans un autre. C'est vrai dans la mesure où les capitalistes européens tentent de mettre sur pied une politique commune. C'est faux dans la mesure où cette politique vaut pour tous les pays et où chaque bourgeoisie capitaliste s'efforce d'imposer à Bruxelles une politique et des mesures conformes à ses intérêts.

Le plan anti-crise dans le secteur de la sidérurgie européenne, dit « plan Davignon », sera reconduit en 1979.

QUI EST DAVIGNON ?

Le vicomte Etienne de Davignon est commissaire européen pour les affaires industrielles. C'est la cheville ouvrière (si l'on peut dire ainsi) du plan anti-crise dans le domaine de l'acier.

QUEL EST CE PLAN ?

Ce plan anti-crise est destiné à restaurer la rentabilité d'une industrie sidérurgique européenne touchée par la crise capitaliste mondiale. En particulier, ce plan doit permettre de stabiliser le marché de l'acier ; de favoriser la poursuite de la restructuration ; de maintenir avec les partenaires de la CEE des courants traditionnels d'échange.

C'est en quelque sorte une redistribution des cartes, un partage du marché entre monopoles.

Pour monsieur Davignon, il s'agit en fait, d'ici à 1983, de réduire de 200 à 180 millions de tonnes les capacités de production (pas la production) d'acier dans la CEE. Ce qui nécessitera au total des investissements de 12 milliards d'unités de compte européennes sur une période de six ans. Une unité de compte européenne vaut 1,33 dollar, ce qui fait près de 70 milliards de francs français.

Les « neuf » restent divisés sur l'opportunité de créer un code des aides publiques aux investissements dans la sidérurgie.

Cette solution est préconisée par la Commission européenne pour favoriser la restructuration ordonnée de l'industrie européenne. Mais les patrons britanniques et italiens, qui sont actionnaires des sociétés nationalisées comme « British Steel Corporation » ou contrôlées par l'Etat comme « Finsider », refusent de prendre de tels engage-

ments. Voici quelques déclarations de monsieur Davignon qui datent de novembre 1978. Il faut bien sûr les resituer dans le cadre de la logique capitaliste qui sacrifie les travailleurs sur l'autel du profit.

« Le drame de la sidérurgie européenne, c'est d'avoir perdu des marchés. Il s'agit de les reconquérir et de conserver ceux qui restent par une compétitivité accrue. Plus vite nous gagnons cette compétitivité, plus vite nous avons la possibilité de conserver nos marchés extérieurs. Or, cette reconquête des marchés ne se fait pas par des mesures superficielles. L'impact de la reconversion est fonction de la qualité des efforts que nous ferons. Voilà pourquoi j'hésite à avancer des chiffres précis en ce qui concerne les pertes d'emplois. »

En d'autres termes, cela veut dire : en période de reconstruction du pays (1945), ou bien quand l'industrie est en essor, quand la concurrence internationale n'est pas forte, tout va bien pour les profits capitalistes. Mais dès que surgit la crise, dès que le marché international se restreint (nouveaux concurrents, nouveaux pays producteurs d'acier, forte concurrence, guerre économique, etc.), la bourgeoisie doit trouver des solutions pour préserver et étendre ses profits.

Une de ces solutions, c'est la plan Davignon : il s'agit de faire payer aux travailleurs européens les effets de la crise internationale, de préserver les superprofits des monopoles sur le dos des travailleurs.

Il y a restructuration accélérée, concentration et fusions. Le mouvement en cours est une transition entre l'émission de la sidérurgie (plus de 400 entreprises sidérurgiques pour la CEE en 1973), vers la constitution d'une sidérurgie européenne, face aux concurrents américains, russes, japonais, etc.

(A suivre : Ce que ce plan donne pour les pays européens)

Explosion du pétrolier «La Beltegeuse»

50 morts à mettre sur le compte des profits à tout prix

LA BAIE de Bantry, dans l'île de Whiddy, au sud-ouest de l'Irlande, a été transformée par les responsables du trust américain Gulf company, en un gigantesque dépôt de carburant. Le pétrole qui arrive du golfe Persique est stocké ici, d'où les tankers de taille plus réduite (100 000 tonnes) le répartiront ensuite entre les différentes raffineries européennes. Hier, lundi, un pétrolier français, la « Beltegeuse », appartenant à la Compagnie française des pétroles y a explosé. Bilan : cinquante morts, des marins, sept employés irlandais.

L'explosion a été d'une violence inouïe. « D'abord il y a eu une explosion peu importante, puis une autre formidable qui a projeté des dizaines de boules de feu dans le ciel... un fleuve de feu qui s'étendait de la jetée jusqu'à deux cent cinquante mètres de la côte », disent les témoins.

C'est au cours de l'opération de déchargement du pétrole de ce tanker de 120 000 tonnes - un « petit » tanker comparé aux géants, les supertankers qui font jusqu'à 500 000 tonnes - que s'est produite la catastrophe. Il restait encore 40 000 tonnes dans la soute. Cela a été suffisant pour que la déflagration fasse voler en éclat toutes les fenêtres à 15 kilomètres à la ronde. La gigantesque torchère a contraint les secouristes à assister impuissants à l'agonie des victimes.

La cause précise de la catastrophe n'est pas connue. L'opération de déchargement des pétroliers est délicate : dès que l'on commence à décharger, des gaz s'accumulent dans les cuves, formant un mélange détonnant dangereux. Il existe des équipements permettant d'évacuer ces gaz. On en trouve sur les pétroliers récents. La « Beltegeuse » construite en 1968 pour la Compagnie française de navigation, filiale de Total n'en était pas équipée. Profits obligent...

Selon un communiqué du secrétariat national des marins CFDT « Le navire n'a pas subi d'arrêts techniques depuis mai 1977, ce qui correspond à une assez longue période. En outre la « Beltegeuse » et d'autres navires de la Compagnie française de navigation ont été refusés par les auto-

rités de certains ports de la côte est des USA, en raison de leur vétusté. » Profits obligent...

Et puis, aussi la Compagnie française des pétroles a récemment fusionné avec la Compagnie auxiliaire de navigation pour devenir la « Total Compagnie française de navigation ». Cela s'est traduit par 183 suppressions d'emploi et 112 licenciements. De plus, la « Beltegeuse », avec le « Ridel », le « Cassiopée » et le « Gildas » appartenant à la même compagnie, devaient être mis en vente prochainement.

Or, il y a déjà 1 800 000 chômeurs et comme le dit la CFDT : « En période de licenciements, quand on se trouve sur un navire qui doit de plus quitter incessamment la flotte, il arrive qu'on fasse mieux accepter des « risques » pour préserver un peu plus l'emploi ». Bien sûr, qu'est la vie de cinquante travailleurs pour les trusts du pétrole ? A plus forte raison quand ils savent qu'ils ne manqueront pas de bras ?

Bien sûr, on parlera de malchance, de cause inconnue, pour expliquer les raisons de l'explosion. Non, la cause fondamentale de toutes ces catastrophes qui en plus des travailleurs qu'elles tuent, polluent l'environnement, comme récemment l'Amoco-Cadiz ou actuellement l'Andros-Patria, qui, au large des côtes espagnoles continue à laisser s'échapper des milliers de tonnes de brut, c'est cette société d'exploitation. Pour les trusts, seul compte la course aux milliards. Alors à quoi bon système de sécurité ou révision technique pour la « Beltegeuse » ?

René BREAND.

Sihanouk accuse Hanoï et Moscou

LES déclarations du prince Sihanouk sont de nature à faire réfléchir tous ceux qui, tout en se posant des questions sur la politique suivie au Kampuchea ces dernières années, ne peuvent accepter l'invasion de ce pays par des troupes étrangères.

Le prince Sihanouk, s'il a fait mention de désaccords avec le gouvernement légitime du Kampuchea, a réaffirmé en patriote sa détermination à faire tout ce qui était en son pouvoir pour mener à bien la mission que lui a confiée ce gouvernement.

« Je sais, a-t-il déclaré aux journalistes, que vous avez de nombreuses critiques à propos de la politique de Pol Pot et de Ieng Sary en ce qui concerne les droits de l'homme. Je ne suis pas un membre de leur équipe et je ne puis rien vous dire. Je n'y ai pas participé. J'ai été

prisonnier pendant trois ans. Mais je reste loyal, en tant que patriote. »

L'on ne sera pas étonné que le prince Sihanouk, qui a lui-même reconnu avoir été bien traité, dans une maison climatisée, et avoir fait de nombreux déplacements dans le pays, ne partage pas les conceptions du régime socialiste du Kampuchea. Par contre, ce qui est beaucoup plus remarquable, c'est la haute estime dans laquelle il tient le patriotisme des dirigeants communistes kampuchéens. Il a d'ailleurs affirmé qu'il avait accepté sa mission parce qu'il con-

sidérait Pol Pot comme « notre dirigeant légal du Kampuchea démocratique qui a été créé par le peuple dans la résistance contre l'impérialisme américain et le régime de Lon Nol ».

FAIRE DE L'ONU UNE TRIBUNE

« Le peuple kampuchéen mène une guerre populaire prolongée pour défendre son territoire. Comptant sur ses propres forces, il est pleinement confiant en la victoire de sa juste cause. Sous la direction du parti communiste du Kampuchea et de son dirigeant, son excellence le secrétaire Pol Pot, notre peuple, étroitement uni et vouant une haine implacable envers les bandits vietnamiens et leurs maîtres, ne les laissera jamais annexer son territo-

re... » Le prince Sihanouk a ensuite montré quelle tâche incombait aux Nations-Unies en la circonstance.

« Pour empêcher le Vietnam et l'Union soviétique de poursuivre leurs activités criminelles au Kampuchea et écarter la menace de leur guerre d'agression internationalisée sur la paix, la sécurité, l'indépendance et la stabilité du Sud-Est asiatique, de l'Asie et du monde, nous estimons que les Nations-Unies et tous les pays épris de paix, d'indépendance, de liberté et de justice doivent condamner l'agression contre le Kampuchea, soutenir le Kampuchea démocratique qui n'a d'autres vœux que de vivre en indépendance et en paix et, en même temps, arrêter l'assistance au Vietnam de sorte qu'il n'ait plus de force pour agresser notre pays ».

L'opération Mauroy à l'Elysée

Détourner le mécontentement

(Suite de la page 1)

C'est le textile, autrefois industrie dominante,

qui est le plus touché par la crise. 220 000 emplois dans les années d'après-

guerre, 95 000 aujourd'hui. Et ce n'est pas fini. D'autres licenciements sont annoncés. La société Tiberghien frères, spécialisée dans le tissage de la laine va déposer son bilan et licencier 400 travailleurs. Rigot-Satals (jute) compte licencier 30 à 40 personnes sur cent travailleurs. Leblan et Cie en difficultés vont mettre sur le carreau 300 ouvriers sur les 11 000 de la société. Les « diminutions d'emplois » qui étaient autrefois de 3,5 % sont passées en 1977 à 8 % d'emploi. Or, cette région assure à peu près un tiers de la production textile française, 100 % du peignage de laine, 40 % du

tissage d'habillement, 15 % de la bonneterie, 30 % de la filature du coton et 15 % de la confection. Des produits peu élaborés qui se heurtent à la concurrence étrangère notamment du tiers monde et d'Italie. Les ventes à l'étranger dépassent rarement 10 % de la production. D'autres entreprises se diversifient comme Agache-Willot ou le textile ne représente que 20 % des activités du groupe. C'est 20 000 licenciements qui sont prévus dans les cinq ans pour le textile du Nord-Pas-de-Calais.

Léon CLADEL.

L'acier et la sidérurgie en crise

SEPT MILLE CINQ-CENTS licenciements annoncés dans la sidérurgie, aux aciéries de Paris et d'Outreau et à Usinor-Chiers-Châtillon. C'était le 28 novembre que les Aciéries Paris-Outreau annonçaient 1 569 licenciements. Le 12 décembre, ce sont 12 000 emplois que Usinor-Châtillon décidait de supprimer dans la région de Denain-Valenciennes.

La fermeture d'Outreau était prévisible depuis l'abandon de cette filiale par son actionnaire, le monopole américain de l'acier, US-Steel. Ce sont des petites villes entières comme Outreau et Hirson qui ne vivaient que de l'industrie du ferro-manganèse.

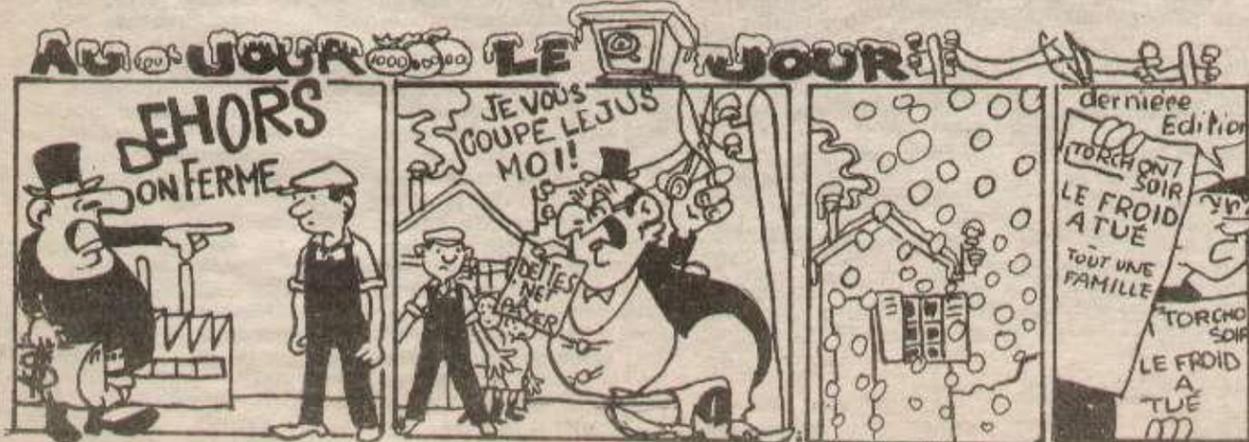
Dans le Valenciennois, Usinor-Chiers-Châtillon va supprimer presque 6 000 emplois d'ici 1980 dans les trois centres sidérurgiques qu'il contrôle dans la région. Or, pour un licenciement, ce sont deux autres emplois qui sautent en amont et en aval. Cela signifie que si on arrête les hauts fourneaux, les mines de charbon vont perdre leur principal débouché. Or, ce sont 35 000 ouvriers qui travaillent dans les mines du Nord-Pas-de-Calais. Déjà, la direction des mines prévoyait 18 000 licenciements déguisés par le biais des pré-retraites d'ici à 1983. Il resterait quand même 17 000 travailleurs dans les mines. Ces 17 000 mineurs sont directement menacés de licenciement si les mines n'ont plus de débouchés. La fermeture de certains puits a été annoncée au cours des dernières semaines. Le tiers de la production de coke est absorbée par la sidérurgie. La carbocimie est menacée aussi : 2 000 licenciements risquent d'avoir lieu là aussi. Partout, les travailleurs ne pourront compter que sur leurs luttes.

Le plan de «sauvetage»

Le sauvetage en question, c'est en premier lieu le licenciement de 6 000 travailleurs à Usinor-Denain. Les licenciements dans la sidérurgie auront en outre pour effet de provoquer des licenciements dans des secteurs économiques qui lui sont liés. D'après la CFDT, les 6 000 licenciements auront pour conséquence le chômage de 24 000 personnes dont 17 000 dans les houillères. Voilà la toile de fond du « plan de sauvetage » de Giscard.

D'après ce qu'il est possible de savoir, le plan Giscard consisterait à implanter dans le Nord des entreprises de pointe « créatrices de valeur ajoutée », autrement dit rentables. On parle d'électronique, de mécanique de précision, d'industrie automobile. Mais ces industries ont ceci de particulier qu'elles ne sont pas sans bénéficier d'avantages et de largesses du dit patronat. Et puis l'opération est bonne. Pour Giscard en premier, lui qui saisit là une occasion de faire collaborer et soutenir sur le terrain sa politique néfaste aux travailleurs. On dit d'ailleurs que Giscard veille particulièrement à ce que l'opération réussisse et qu'il couve Mauroy. Il a délégué auprès de lui un de ses collaborateurs de confiance. L'opération est bonne politiquement aussi pour Mauroy qui pourra se présenter comme le sauveur du Nord, comme l'homme influent, etc. Mieux que dans toutes les motions ou contributions qu'il peut signer en ce moment, Mauroy vient de faire la démonstration de la ligne qu'il entend faire suivre au PS : accepter des milliers de licenciements contre d'hypothétiques créations d'emplois dans des usines, il est vrai, très rentables. Quelle différence, au fond, avec Giscard ? On conçoit que les deux hommes puissent collaborer.

H.M



Les chars vietnamiens à Phnom Penh

Les réactions dans le monde

Chine

DES vendredi matin, le vice-premier ministre chinois, Deng Xiaoping, a réaffirmé le soutien de la Chine au Kampuchea :

« La situation survenue au Kampuchea, a-t-il indiqué, n'est pas un fait isolé. Il s'agit d'une partie de la stratégie globale de l'hégémonisme de grande puissance. Son impact, en définitive, ne se limite pas au Vietnam et au Kampuchea ni à la zone d'Asie et du Pacifique, il pèse aussi sur la situation mondiale. La justice est du côté du Kampuchea. Nous devons le soutenir dans sa lutte contre l'agression vietnamienne. Le Kampuchea a soumis officiellement cette question au Conseil de sécurité de l'ONU. Nous le soutenons et nous espérons que les Nations Unies interviendront dans cette situation. »

Notre position constante consiste à soutenir le Kampuchea en lutte contre l'hé-

gémonisme vietnamien et son agression. Les Vietnamiens, d'autre part, ont effectué souvent des provocations contre la Chine en vue de réaliser la stratégie hégémonique de grande puissance. C'est pourquoi nous nous soucions plus que les autres pays de cette situation ».

Corée

Dans un message envoyé à Pol Pot, le 28 décembre, alors que Phnom Penh était déjà gravement menacée, le président de la République populaire et démocratique de Corée, Kim Il Sung, a souhaité au peuple kampu- chean des succès plus grands encore dans sa lutte pour défendre la souveraineté de son pays.

« Le peuple coréen, précise-t-il, fait grand cas de l'amitié et de la solidarité avec le peuple du Kampuchea, son frère et son compagnon d'arme. Il est heureux de constater que les relations d'amitié et de coopération entre nos deux partis, nos deux pays

et nos deux peuples se développent toujours favorablement dans la lutte commune contre l'impérialisme et le colonialisme et pour le triomphe de la cause du socialisme. »

France

Le gouvernement français a réagi lundi matin sous forme d'une déclaration du ministre des Affaires étrangères, Jean François Poncelet : « Le gouvernement français n'a cessé de recommander une politique fondée sur le respect de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du Cambodge, et cela indépendamment de son jugement sur le régime intérieur du Cambodge. Telle sera la position que le gouvernement français défendra devant le Conseil de sécurité. La France appuiera les efforts qui seront faits pour aboutir à une solution conforme au droit international et à la Charte des Nations Unies, à l'intérêt véritable de tous les pays de la région et à l'équilibre des forces globales en Asie. »

Japon

Le gouvernement japonais a fait savoir, par la voix de son ministre des Affaires étrangères, que suite aux derniers événements survenus au Kampuchea, il pourrait être amené à « reconsidérer sa politique d'aide au Vietnam ». La prise de Phnom Penh, estime-t-il, « paraît impensable sans une aide massive d'Hanoï et sans une participation aux combats des forces vietnamiennes. »

Le Japon avait fourni, en 1978, pour 52 millions de dollars d'aide au Vietnam et devait en fournir autant cette année.

USA

A Washington, le gouvernement américain a réagi dès dimanche à la prise de Phnom Penh par les forces de Hanoï. « La violation de l'intégrité territoriale du Cambodge est une menace pour la paix et la stabilité régionale et soulève le danger d'un conflit plus



/// Territoire occupé

large... » a dit le porte-parole officiel de la Maison blanche, demandant le « retrait des forces étrangères du Cambodge et l'intégrité de toutes les frontières

de la région. » Les USA ont d'autre part fait savoir qu'ils soutiendraient l'inscription de la question au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Guerre conventionnelle et guerre du peuple

PARMI leurs arguments, les plus fallacieux qu'emploient ceux qui tentent de justifier l'agression contre le Kampuchea, et c'est le cas de *L'Humanité* dans son édition de lundi, figure celui que la prise de Phnom Penh est bien la preuve de la faiblesse du gouvernement cambodgien et de son manque d'appui populaire.

En fait, cela revient à dire que pour prouver sa popularité, le gouvernement légal du Kampuchea, petit pays de 8 millions d'habitants, aurait dû démontrer sa supériorité militaire sur le Vietnam, pays de 50 millions d'habitants dans une guerre conventionnelle.

Or, l'histoire prouve que le peuple n'a jamais eu comme terrain la guerre conventionnelle, mais la guerre populaire et c'est seulement à partir de l'importance de sa résistance que l'on peut mesurer la popularité des forces qui le dirigent. C'est en pratiquant la guerre de partisans que les maquis ont chassé du Cambodge l'armée US qui était alors l'armée la plus puissante du monde. C'est la forme de lutte qu'a choisie aujourd'hui le Parti communiste kampu- chean, dé-

montrant ainsi qu'il n'avait aucun doute dans la solidité du lien qui le relie justement au peuple.

L'importance relative du Vietnam et du Kampuchea est comparable à celle de la France et de la Belgique, cela est important à noter et explique en grande partie la puissance de l'avancée vietnamienne. C'est, de plus, dans une ville vidée que sont entrés les chars vietnamiens. Car, de même que dans la guerre populaire les villes sont les dernières prises, elles doivent être les premières abandonnées en cas de difficultés, au profit des campagnes et des maquis. Les commentateurs ont d'ailleurs relevé dans la presse ce qu'ils appellent « l'étonnante discipline des troupes cambodgiennes » dont le retrait n'a rien d'une débâcle.

Le correspondant de l'AFP à Bangkok a vu les troupes qui ont escorté les diplomates en poste à Phnom Penh jusqu'à la frontière thaïlandaise. Ensuite, a-t-il dit, « Les Khmers rouges, silencieux, le visage grave, l'arme à la hanche, se sont enfoncés dans la forêt proche, sans doute vers une zone de maquis préparée à l'avance. »

S.F.

Moscou pavoise

MOSCOU est la seule capitale dans le monde à se réjouir ouvertement de la chute de Phnom Penh et à la mettre sur le compte du FUNSK et d'un prétendu soulèvement populaire. Cela n'étonnera pas puisque ce sont les dirigeants soviétiques eux-mêmes qui ont favorisé la militarisation et l'outrance du Vietnam et l'ont poussé à envahir le Kampuchea en signant avec lui l'agressif pacte soviéto-vietnamien. Dix ans après l'invasion de la Tchécoslovaquie, voilà qui en dit long sur les paroles de « détente », de « coexistence pacifique » et de « non-ingérence » à la sauce de Moscou.

« Les forces armées révolutionnaires du Kampuchea, aidées par la population insurgée, ont écrasé le groupuscule des troupes ennemies aux abords de la ville de Phnom Penh. Le régime dictatorial de la clique de Pol Pot-Ieng Sary est tombé ». Voilà le type de mensonge que l'Agence Tass a servi au peuple soviétique pour lui faire avaler l'ingérence et l'agression caractérisées dont l'URSS vient de se rendre coupable par Vietnam interposé. Pour faire bonne mesure, Kornilov, « principal observateur politique » de l'Agence Tass, a qualifié le gouvernement légitime du Kampuchea de « clique dictatorial » et « d'instrument de la politique expansionniste des milieux dirigeants de Pékin ».

UN ACTE PRÉMEDITÉ

Déjà, lors de la sinistre

farce que constitue, dans l'URSS devenue pays fasciste et impérialiste, la commémoration de la Révolution d'Octobre, l'atmosphère avait été lourde de menaces agressives. Dimitri Oustinov, ministre de la Défense, tout en parlant abondamment de « paix » et de « démocratie » s'était montré prodigue de menaces, notamment à l'égard de la Chine. Fait significatif que nous avons signalé à l'époque, à ses côtés, se tenaient les dirigeants vietnamiens, Le Duan et Pham Van Dong.

« L'URSS renforce la capacité défensive de ses forces armées » déclarait Brejnev. La vérité, c'est qu'il venait de signer avec les dirigeants vietnamiens un traité agressif et allait leur livrer quantité de matériel militaire, notamment des Mig 23.

La vérité, c'est aussi que Brejnev allait exiger, lors

de la réunion du Pacte de Varsovie à Moscou, une participation accrue des pays de l'Est sur le plan financier et leur accord pour intervenir, aux côtés de Moscou, en dehors même de l'Europe, comme c'est déjà le cas en Erythrée. On se souvient avec quelle détermination, Ceausescu, chef d'Etat roumain, a refusé de se soumettre.

IL Y A DIX ANS, LA TCHÉCOSLOVAQUIE ÉTAIT ENVAHIE

Il y a un peu plus de dix ans maintenant, c'était les troupes du Pacte de Varsovie (sauf la Roumanie) qui pénétraient en territoire tchécoslovaque et y rétablissaient un régime pro-soviétique. Là aussi l'agresseur prétendait venir au secours d'un peuple. Il y a dix ans, les dirigeants du PCF se sont vus contraints de condamner cette invasion et, sous la pression des militants, ont estimé que le prétexte de l'aide soviétique au peuple tchécoslovaque était absolument indéfendable. Aujourd'hui, alors qu'une agression reste une agression, quelle que soit la nature du pays, ils s'efforcent de légitimer aux yeux de leurs militants

l'invasion du Kampuchea par le Vietnam, invasion derrière laquelle se trouve l'URSS. De nombreux militants du PCF et de nombreux travailleurs penseront, nous en sommes sûrs, qu'il s'agit là d'une position non-conforme aux faits, et en réalité d'une allégeance à Moscou. Vadim Zagladine, responsable des relations internationales du Comité central du PC soviétique, avait violemment pris à partie, lors de la commémoration de la Révolution d'Octobre, « l'eurocommunisme » la traitant d'idéologie « largement répandue dans la propagande impérialiste ». Face à cela, le Bureau politique du PCF avait tenu à revendiquer une fois de plus son autonomie et sa liberté de critique à l'égard de l'URSS. Mais, dans le même temps, ils approuvaient le rôle de l'URSS « en faveur du désarmement, de la paix et de la coopération » et la « solidarité internationaliste ».

Cela ne conduit-il pas, dans les faits, les dirigeants du PCF à soutenir la politique agressive de l'URSS. C'est à cela que les militants du PCF ne manquent pas de réfléchir en notant que les dirigeants du Parti communiste italien, soucieux de non-alignement sur l'URSS, n'ont pas pris position pour Hanoï.

Jean QUERCY



Hanoï 1978. Ces promeneurs tranquilles sont des conseillers soviétiques travaillant au Vietnam. Comme tous les impérialistes, Moscou prépare ses agressions en envoyant des hommes à elle pour préparer le terrain

Les dirigeants du PCF soutiennent la politique expansionniste de Moscou

Au mépris de la vérité

C'EST au pied du mur que l'on voit le maçon, dit-on. Il est en effet facile de faire de belles déclarations sur son indépendance, sur sa liberté de jugement, c'est en définitive l'attitude quand la situation l'exige qui prime. C'est bien sûr du PCF et de son indépendance vis-à-vis de Moscou qu'il s'agit.

Sous la pression de ses propres militants, le PCF a été amené, depuis quelques années, à prendre certaines distances vis-à-vis de Moscou. Sur la répression fasciste qui sévit en URSS, sur l'internement psychiatrique dont sont victimes les travailleurs qui ont la folie de remettre en cause l'ordre « socialiste », sur l'invasion de Prague par les chars russes, la pression était trop forte et il n'était plus possible aux dirigeants du PCF de se taire. La poussée était trop forte, pour que, sans se discréditer, ils puissent reprendre les positions soviétiques.

Les événements qui se passent aujourd'hui au Kampuchea démontrent cependant que cette relative prise de distance vis-à-vis des positions soviétiques n'empêchent pas les dirigeants du PCF de soutenir, sur le fond, la politique internationale d'hégémonie mondiale du social impérialisme. Alors qu'il est connu de tous que ce qui se passe aujourd'hui au Kampuchea est le fait d'une agression délibérée des forces armées vietnamiennes dans un but d'hégémonie régionale, alors que 120 000 soldats vietnamiens se battent actuellement sur le sol kampuchéen, l'Humanité est le seul journal de la presse française qui continue à soutenir la thèse d'un « soulèvement populaire » dirigé par un mouvement de libération et simplement aidé par Hanoï et à se faire l'écho des dirigeants vietnamiens qui nient la moindre participation dans cette agression. Alors que les chars vietnamiens sont aujourd'hui dans Phom Penh, l'Humanité est le seul journal qui ose encore parler de « provocations cambodgiennes » contre les frontières vietnamiennes. Qui peut encore douter aujourd'hui que ces « provoca-

tions » n'étaient que des mises en scènes destinées à préparer l'actuelle agression ?

Au delà de ce soutien ouvert des dirigeants du PCF à une agression militaire que le prince Sihanouk a comparée à l'invasion nazie en France, c'est bel et bien leur attitude face à la politique hégémoniste de Moscou et au risque de guerre qu'elle fait courir au monde qui est en jeu. On sait que, le Vietnam lui-même mis à part, Moscou a été le seul pays à se réjouir de la prise de Phom Penh par les divisions vietnamiennes et qu'actuellement le représentant soviétique, présentant lui aussi cette invasion comme affaire « purement interne au Cambodge » tente de bloquer tout débat sur le sujet à l'ONU.

Est-il besoin d'une meilleure preuve que cette agression a non seulement bénéficié du soutien complice de Moscou mais aussi qu'elle correspond à un plan élaboré de longue date et dans lequel s'inscrit également le traité militaire soviéto-vietnamien. La présence, dans la péninsule indochinoise, d'une nation indépendante résistante fermement à des pressions était tout à fait intolérable pour Moscou. Elle veut faire de cette région une base d'agression tant contre les voies de ravitaillements maritimes qui relient le Japon au reste du monde que contre la Chine.

Une fois encore, et là sur un problème aussi grave que l'invasion militaire d'un pays par un autre, force est de constater que les dirigeants du PCF soutiennent à nouveau, au mépris de la vérité la plus évidente, la politique d'expansion des dirigeants du Kremlin. C'est une lourde responsabilité qu'ils prennent là de cautionner l'agression contre le Kampuchea. Ils se ren-

dent ainsi complices d'une opération semblable à celle que menèrent il y a huit ans les Américains dans ce même Kampuchea. Ils en seront redevables face à la classe ouvrière française et, avant tout, face à leurs propres militants.

C'est en particulier à ces militants que nous nous adressons ici. A ceux qui ont soutenu les peuples kampuchéens et vietnamiens face à l'agression américaine, à ceux qui ont refusé de cautionner la présence des chars russes dans Prague, à ceux-là nous lançons un appel afin qu'ils refusent tout autant aujourd'hui la présence de chars étrangers dans un pays souverain, dans un pays qui a déjà payé un lourd tribut à la lutte contre l'impérialisme et pour son indépendance nationale. Afin qu'ils refusent la présence des chars vietnamiens « made in URSS » dans Phom Penh.

Serge FOREST

De l'Espagne au Kampuchea : les mêmes calomnies

CES jours-ci, dans leur compte rendu de l'invasion du Kampuchea par le Vietnam, presse, radio et télévision m'ont ramené 40 ans en arrière. A l'époque je n'étais encore qu'un enfant et cela m'a rappelé ce que j'entendais dire au sujet de la guerre d'Espagne. On blâmait la guerre « fratricide », les bonnes âmes versaient quelques pleurs sur les malheurs du peuple espagnol et on évoquait parfois discrètement, en la réprochant quand même, l'aide apportée aux franquistes par les fascistes italiens et les nazis. Mais ce que j'ai surtout retenu, ce sont les flots de propos calomnieux sur les atrocités commises par ces méchants rouges qui égorgaient les prêtres et les religieuses, qui risquaient de plonger l'Espagne dans la barbarie.

Aujourd'hui, le même processus se reproduit par rapport au Kampuchea : la presse bourgeoise s'apitoie sur les malheureux Cambodgiens, condamne mollement l'intervention vietnamienne et déverse ses calomnies contre le « régime sanguinaire de Pol Pot » que « personne ne regrettera ».

Mais comme pour l'Espagne, tôt ou tard, la vérité éclatera.

Henri BERTHAULT

Les ambitions planétaires de l'URSS se profilent derrière Hanoï

DANS notre édition d'hier, nous avons montré comment la thèse du « soulèvement populaire » ne tenait pas debout. Ce sont douze divisions vietnamiennes, soit plus de 120 000 hommes, qui ont envahi le Kampuchea (Cambodge) et établi, à Phnom Penh, un gouvernement fantoche tout dévoué à Hanoï.

Ce serait voir les choses par le petit bout de la lorgnette que de croire que le Vietnam agit seul. Les ambitions régionales de Hanoï coïncident trop bien avec les ambitions planétaires de Moscou. Incapable de mener seul une offensive aussi démesurée, Hanoï a trouvé à qui se vendre.

UNE AIDE PAS DÉSINTÉRESSÉE

En un an, des liens très particuliers (politiques, économiques et militaires) ont été tissés entre l'URSS et le Vietnam qui, tous, ont pour résultat d'enchaîner le Vietnam au char russe : en juin, le Vietnam entre dans l'organisation économique dirigée par Moscou, le Comecon, avec tout ce que cela comporte d'emprise soviétique sur les choix économiques de Hanoï. En novembre, un traité militaire est signé entre Moscou et Hanoï, assorti

de tout un tas d'accords économiques de coopération. L'URSS équipe militairement le Vietnam, y compris de Mig 23 qu'elle lui avait refusés pendant la lutte anti-impérialiste. Des conseillers militaires soviétiques débarquent à Hanoï. Toutes les prises de position politiques antichinoises et anticambodgiennes de Radio-Moscou sont reprises dans délai par Radio-Hanoï, et vice-versa. Or, on sait bien que l'URSS n'a pas pour habitude de soutenir ainsi un pays sans contre-partie à la clef. Et la contre-partie est de taille : il s'agit simplement de faire travailler le Vietnam pour son compte en Asie, comme elle fait travailler Cuba pour son compte en Afrique.

DES APPÉTITS DEMESURES

Mais les ambitions soviétiques, si elles s'appuient habilement sur les ambitions régionales de Hanoï, sont d'une autre envergure : Moscou ne va évidemment pas se contenter du petit Kampuchea, pas plus que de la seule péninsule indochinoise. Ce que veut, et ce qu'a déjà commencé l'URSS, c'est prendre la place de son rival, l'impérialisme américain, dans le monde entier.

Depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, les choses sont allées bon train. Le recul du colonialisme en Afrique (Angola-Ethiopie) a été immédiatement suivi d'une offensive militaire et politique de l'URSS dans de nombreux pays d'Afrique. Le Moyen-Orient aussi a vu les manœuvres grandissantes de l'URSS. Et maintenant, l'Asie, après la défaite de l'impérialisme américain en Indochine. Le choix de ces zones est multiple : bien sûr, il s'agit de régions dont les matières premières sont toujours bonnes à prendre, mais aussi il s'agit, en dominant l'Afrique, l'Asie du Sud-Est et le Moyen-Orient, de couper l'Europe de ses bases de ravitaillement économique, donc d'être en mesure de l'asphy-

xier quand Moscou passera à l'étape supérieure qui justifie finalement toutes les autres étapes antérieures : la conquête de l'Europe, convoitise suprême.

UN DISPOSITIF QUI SE MET EN PLACE

Pour le moment, le travail du Vietnam pour le compte de Moscou en Asie du Sud-Est a pour objectif d'arriver à contrôler le détroit de Malacca, entre la Malaisie et l'Indonésie.

Contrôler le détroit de Malacca, c'est contrôler aussi 90 % de l'approvisionnement du Japon en pétrole, c'est contrôler aussi le passage des flottes militaires entre l'océan Indien et l'océan Pacifique, c'est donc être en mesure d'empêcher la flotte américaine du Pacifique de rejoindre la flotte stationnée en océan Indien.

On assiste donc de la part de l'URSS à une mise en place progressive (en différents points du globe) de son dispositif politico-militaire. L'issue est certaine, et l'affaire de l'agression soviéto-vietnamienne contre le Kampuchea est d'autant plus préoccupante pour nous, peuples d'Europe : l'impérialisme (du 3e Reich, des USA ou de l'URSS) veut toujours plus, ce qu'il ne pourra obtenir par les manœuvres politiques, il s'imaginera qu'une guerre mondiale le lui donnera.

UN ARRÊT DE MORT

Mais, comme les agresseurs vietnamiens qui subissent déjà les coups de la guerre populaire au Kampuchea, comme les agresseurs nazis et fascistes si sûrs d'eux au début de la Deuxième Guerre mondiale, ceux qui déclencheront la 3e guerre mondiale signeront en même temps leur arrêt de mort.

Ils peuvent bien attaquer le Kampuchea, ils peuvent même attaquer la Chine avant qu'elle ne devienne une puissance trop moderne, en espérant le silence de l'Europe, ou bien ils peuvent attaquer d'abord l'Europe : ces considérations tactiques n'empêcheront pas la victoire finale des peuples.

Claude LIRIA

Après la marée noire, l'enfer blanc ...

Et toujours le même gouvernement incapable

DEPUIS jeudi dans la journée, des régions entières sont bloquées à cause des chutes de neige sans précédent. C'est le cas particulièrement dans le sud-ouest de la banlieue parisienne.

De Rambouillet à Etampes, de Pithiviers à Montargis, des milliers et des milliers d'habitants sont bloqués chez eux.

Les villes et les grandes routes ont été à peu près dégagées mais à quel prix ! Il a fallu que les gens eux-mêmes s'organisent entre eux, il a fallu que les entrepreneurs de travaux publics décident eux-mêmes de mettre en service leurs engins pour dégager les routes principales. Les ouvriers ont même travaillé la nuit pour rendre service aux gens.

Pendant ce temps-là, Giscard se baladait à la Guadeloupe et la radio nous en rebattait les oreilles toutes les heures.

Mais dans les campagnes il en va tout autrement. Ainsi, dans la région de Pithiviers, zone agricole, des dizaines de maisons sont bloquées. Certains coins sont restés pendant près de 48 heures sans eau, sans électricité. D'autres comme dans le coin de Beauce-la-Rolande et Bellegarde ont manqué aussi de téléphone. Le gouvernement, les autorités, que font-ils ?

Rien ! Dans le Loiret, il a fallu attendre samedi matin pour que le préfet de région organise une réunion pour décider d'un plan de sauvetage.

Bien des élus n'ont pas apprécié cette réunion, ainsi ceux de Sermises près de Pithiviers. En fait, les autorités ont été totalement incapables de faire face à la situation. Rien n'était prévu, beaucoup ont travaillé avec des pelles et des balais.

C'est seulement samedi que les engins lourds de l'armée sont entrés en action. Les routiers attendaient depuis jeudi sur les bords de la RN 20 à Etampes et Artenay. Personne ne s'occupait d'eux ; seuls les flics leurs interdisaient de s'en aller.

Quant à l'EDF, qu'a-t-elle trouvé le moyen de faire ? Rien de mieux qu'un délestage sur la Beauce dans la nuit du jeudi au vendredi ce qui a bloqué les trains en rase campagne.

Les conséquences de cette incurie, ce sont les gens qui sont morts de froid, les gens sans chauffage, ceux qui se sont perdus et ceux qu'on ne peut encore dégager car ensevelis sous la neige. On ne sait même pas s'il reste des gens dans les voitures ensevelies.

Pas de chauffage à Moscou

ENCORE une histoire de froid : à Moscou où les habitants sont pourtant habitués à des températures très basses. Cette année restera dans les annales : il n'a pas fait très froid (moins 15 degrés), mais les habitants de Moscou ont passé les fêtes sans chauffage et même sans gaz pour certains qui n'ont pas pu faire cuire leurs repas. Un témoignage de plus qu'en URSS la pénurie est devenue un principe de vie quand il s'agit du bien-être du peuple, même si le gouvernement soviétique essaie de donner des explications conjoncturelles...

Certaines en effet sont au milieu des champs. C'est une véritable catastrophe. Et pour couronner le tout, l'EDF nous promet des délestages pour mardi et la direction de cette entre-

Témoignage d'un habitant de la région d'Orléans

AORLEANS, la neige est tombée de jeudi 4 janvier à 11 heures du matin à vendredi matin 3 heures. Beaucoup de routes départementales ont été coupées de ce fait. La circulation était très dangereuse. Les bus se sont fait de plus en plus rares dans la ville. Les lignes desservant des points éloignés comme Olivet et La Source n'étaient quasiment plus desservis.

Pour ma part, j'ai été bloqué une première fois dans le train à Toury, dans l'Eure-et-Loire pendant plus d'un quart d'heure. Par endroit, on ne voyait plus les voies.

En arrivant à Orléans, j'ai pris mon courage à deux pieds et je suis rentré chez moi à pied à près de six kilomètres. En marchant, je n'ai pas croisé plus de deux bus. Le long de la

Témoignage de voyageurs du train 4077 parti de Paris-Austerlitz

"NOUS sommes un groupe d'usagers de la SNCF et nous étions dans le train numéro 4077 départ de Paris-Austerlitz le jeudi 4 janvier à 19 H 50, en réalité 20 H 35. Nous venons de lire votre article relatant la nuit passée en rase campagne et nous tenons à compléter votre information.

« Il faut en premier regarder la cause qui ne débuta pas le jeudi soir vers 20 H 30 mais vers 15 heures. Le fait est certain : c'est un délestage de l'EDF sur la Beauce et la coupure du chauffage dans les aiguillages qui ont occasionné le blocage dès l'après-midi (la SNCF n'avait pas cru bon de palier cette chose, information de la gare SNCF

prise dite publique fait appel à notre civisme pour « baisser notre chauffage d'un degré ». Ils ne manquent pas d'air les Boiteux et les Delouvrier.

Nous publions ci-dessus deux témoignages, l'un d'un groupe d'usagers de la SNCF paru dans la République du centre, l'autre d'un habitant de la région d'Orléans.

Yves LEPIC.

route, il y avait des gens qui attendaient, dont certains avec des bébés dans les bras.

Les bus n'étaient pas équipés. Il n'y avait pas de chaînes et les bus à quatre roues à l'arrière étaient rares.

A Olivet, seuls quelques grands axes ont été dégagés, les autres rues ont été laissées à l'abandon, là aussi imprévoyance totale. Ainsi, ma rue, fort passagère depuis que l'ex-nationale 20 est en sens unique, n'a été dégagée que sur 200 mètres. Après advenue que pourra !

C'est un véritable scandale. Il ne fait pas bien froid dehors. Donc, il aurait été possible de nettoyer. Mais comme la neige s'est tassée par endroits, maintenant, c'est du vrai béton, alors on ne fait rien.

De qui se moque-t-on ?

d'Etampes)... L'arrêt à Etampes dure deux heures puis le train s'arrête à nouveau, il ne peut plus avancer. Voici ce que disent les gens :

« Dès ce moment, nous avons assisté à un refus de l'extérieur de prendre en considération la situation. Nous affirmons que de nombreux convois de marchandises et de voyageurs sont montés vers Paris. Quand le conducteur de notre convoi a demandé l'assistance d'une locomotive d'un de ces convois, il lui fut répondu de Paris : « Non les marchandises sont prioritaires ; le voyageurs attendront. »

« Nous affirmons qu'aucun secouriste de la Croix-rouge n'est venu avant 15 H (donc le vendredi 5 janvier NDLR) heure de l'arrivée des militaires alors que les trains étaient dégagés. Nous affirmons que la présence de wagon-restaurant sur le 4077 relève de la plaisanterie. »

« Cela est certainement écrit pour cacher le désintéret de la SNCF sur le sort de ses voyageurs car nous n'avons ni boissons, ni nourriture, ni cigarettes, ni information externe... (extrait d'une lettre publiée dans La République du centre du 8 janvier 1979.)

Télévision

La guerre des chaînes

A midi, Antenne 2 lance Lecoq contre Mourousi

LENTEMENT apparaît le générique de Folon, le gros deux et les petits hommes aériens avec leurs grands bras. C'est le premier journal d'Antenne 2 - Midi. Il est douze heures. Pour l'occasion, c'est Elkabach lui-même, le directeur de l'information de l'antenne qui vient présenter cet « événement ». Il est tout content de dire « Bonjour au lieu de bonsoir ». Il veut que le journal de midi soit « une rencontre détendue, simple, agréable... où l'on racontera l'actualité et où on l'expliquera. »

LA VARIÉTÉ

Le journal se veut varié, d'abord des titres, puis l'intermède de Gus, dessinateur pas toujours humoristique qui fait sous les caméras un dessin sur un fait d'actualité. Ensuite, un brin d'histoire avec, le 8 janvier 1959, la prise du pouvoir par Fidel Castro à Cuba, le même jour Coty recevait à l'Élysée De Gaulle, élu avec 75 % des voix comme premier Président de la République. Ensuite, Allaire, surnommé : « Le fouineur » par Patrick Lecoq nous présente le dernier gadget : les disques en couleur et même le disque avec le portrait d'Elvis imprimé sur les sillons. Il coûte, tenez-vous bien, 145 F. Pendant tout ce temps, le présentateur Patrick Lecoq, 35 ans, 1 m 95, blond, promène une silhouette digne de Laverdure d'un coin à l'autre du studio où sont installés tout plein de sièges et de tables autant diverses que variées. A chacun de ses mouvements, Lecoq traîne derrière lui le fil interminable du micro qui est accroché à son col. Une heure trente ça pourrait faire long pour une émission. Heureusement, il y a « Poigne de fer et séduction » un feuilleton policier anglais qui vient occuper Antenne 2 - midi.

L'IMAGE ET LE COMMENTAIRE

Enfin, vient le journal. On nous passe un film qui n'est pas daté, où l'on voit Deng Xiaoping et Sihanouk et sur ce film on nous livre tout un commentaire sur de prétendues voltes-faces du prince Sihanouk ! Le commentaire n'est jamais en rapport avec le film. Bien souvent le film est tiré d'archives et n'est pas d'actualité. Mais c'est toujours bon pour faire passer la sauce. Lecoq quitte ensuite la table en fer à cheval où il se trouve avec ses collaborateurs pour se rendre à côté d'une table à dessin sur

laquelle sont rangés (comme des fromages sur un plateau) les journaux du jour. Là, il interroge Hélène Carrère d'Encausse sur la détente. Ensuite, nous montons sur le balcon avec Jean-François Kahn qui explique que les Français d'aujourd'hui ne savent plus supporter le froid. Puis Lecoq change encore de table (il doit avoir mal aux jambes le soir) et il nous présente la chronique économique hebdomadaire : avec le secours d'un grand panier de choux fleurs il nous explique que c'est à cause du froid que le prix des poireaux a augmenté. Ensuite, avec de petits chevaux à roulettes il explique aux chômeurs comment placer leur argent. Le tout suivi d'un reportage sur la Bourse. La vedette de la rubrique « Sur le grill » était Mit-

terrand. Tandis que pour les variétés et la culture, on avait droit à Belmondo qui expliquait ses conceptions sur l'acteur.

Rien de bien nouveau sinon le fait qu'Antenne 2 essaie de ne pas faire de « One man show » comme Mourousi ou Gicquel sur TF1. Ici aussi, l'image n'est qu'un support pour le commentaire qui, lui, représente l'essentiel. Comme s'ils s'adressaient à des attardés, les présentateurs utilisent des subterfuges, comme le panier de légumes, les diapositives projetées derrière le commentateur pour donner l'illusion de la vérité et du réel. Mais tout cela apparaît comme artificiel, on sent trop derrière les guirlandes, le discours des patrons.

Léon CLADEL.

14 millions de téléspectateurs

ENFIN ! Ulrich PDG d'Antenne 2, a décroché ses deux milliards et demi et son heure d'antenne en plus pour concurrencer dignement TF1. Le journal de TF1 de 20 heures est talonné de près par celui d'Antenne 2. La deuxième chaîne va bientôt rentrer dans ses frais grâce à la publicité. En effet, les journaux télévisés, c'est comme un journal qui aurait quatorze millions de lecteurs. C'est aussi le moyen de propagande

principal de la bourgeoisie. Or, l'indice d'écoute qui était de 70 % au temps du monopole est tombé à 45 % maintenant, il était donc temps de relancer l'intérêt. Entre les chaînes, c'est toujours la guerre des indices. Mourousi, à midi sur TF1, fait 22 %. Ce sont de véritables tours d'amusseur public auxquels se livrent les dirigeants des chaînes pour capter l'attention, drainer l'argent de la publicité et faire passer la camelote du gouvernement.

Gicquel chez vous chaque soir

IL occupe tout l'écran, ou bien alors la gauche de l'écran, le sens de la lecture est de gauche à droite. On ne voit que lui. De 20 heures à 20 h 30, sur TF1. Tout le journal ne repose que sur son personnage. Car c'en est un, sur 30 minutes d'émission il parle de 17 à 19 minutes, toujours derrière sa table. Derrière lui sont projetées des images du monde. Mais elles apparaissent petites et minuscules derrière les larges épaules de Gicquel, qui est là, présent, rassurant. Gicquel est à la fois dur, sérieux, comme s'il portait le monde sur son dos, mais il est aussi rassurant. C'est le médiateur entre deux mondes : d'un côté le grand théâtre du monde, la scène internationale avec les grands, de l'autre côté notre vie de tous les jours avec nos problèmes quotidiens. Gicquel commente d'un sourire en coin, d'un mot, d'une mimique l'information. Il est

là pour rassurer, pour dire que tout va s'arranger, ne bougez pas. Cet homme avec son bon sens semble penser ce que pense chacun d'entre nous.

A l'inverse à Antenne 2, le procédé est différent. Tout est dans la mise en scène, le présentateur passe au second plan. On nous montre les télex, les caméras en train de filmer tout un amas de fils. Alors que sur TF1, tout est basé sur les expressions du visage de Gicquel, ici c'est le jeu des caméras qui fait tout, en passant d'un personnage à l'autre, d'un point à l'autre du studio. Patrick Poivre d'Arvor, n'est ici que le coordinateur d'informations qui apparaissent brutes. On a l'impression que l'information se fait sous nos yeux. Qu'il soit personnalisé à la Gicquel ou dynamique comme à Antenne 2, le journal télévisé n'a toujours qu'un but : mentir de façon crédible.

Avec les sidérurgistes allemands

Aux piquets de grève de l'usine Mannesmann à Duisburg

IL fait très froid ce samedi matin, mais comme tous les jours, le piquet de grève est là : une vingtaine de travailleurs autour du brasero — tous volontaires ; la plupart ont passé la quarantaine, ils savent ce qu'ils veulent. Quelques immigrés parmi eux — des travailleurs turcs et yougoslaves. Depuis six semaines, ils se relaient et la solidarité s'organise autour d'eux : d'autres travailleurs leur apportent à manger, à boire, des sandwiches et du thé, du café : les femmes des grévistes viennent aussi apporter leur aide.

Le camarade Marcel Grégoire, sidérurgiste lorrain, est là et dès que les sidérurgistes allemands l'apprennent, des questions fusent : « Nous on se bat ici pour les 35 heures. Et vous, comment luttez-vous contre les suppressions d'emploi ? Est-ce que tous les syndicats sont unis ? Combien de travailleurs sont membres d'un syndicat ? Et que font les inorganisés ? Est-ce qu'ils participent à la lutte ? Il y a des immigrés dans ton entreprise ? Quel rôle joue l'État dans les négociations ? — Je pose la question parce qu'ici, il essaie de faire pression sur les syndicats pour qu'ils acceptent un compromis — et un compromis qui n'est pas acceptable pour nous ? ».

Dans toutes ces questions adressées à notre camarade, il y a la conscience d'appartenir à une même classe, le sentiment d'avoir les mêmes intérêts, et de mener la même lutte — même si les conditions concrètes des uns et des autres sont différentes. Il y a une volonté de solidarité internationaliste, une volonté de mieux se connaître.

Mais à l'évidence, les questions reflètent aussi les préoccupations de ces travailleurs qui sont depuis six semaines en grève et qui voient comment la direction syndicale est en train d'abandonner la revendication pour laquelle, fin novembre, ils avaient voté la grève à 87 %.

Mais voici ce qu'ils nous ont dit — Ces bribes d'une conversation à bâtons rompus font apparaître mieux que tout commentaire ce que pensent les travailleurs et combien ils ont appris au cours de ces six semaines de luttes. Rappelons que c'était la première grève organisée par les syndicats dans la sidérurgie depuis 50 ans (Reportage réalisé à l'occasion du meeting sur la grève organisé par le Parti communiste d'Allemagne.)

Le syndicat a fait les plus grandes erreurs. Le 28 novembre, nous avons commencé la grève. Trois jours plus tard, le vendredi, il y a eu le lock-out. Le syndicat aurait dû prendre des contre-mesures pour faire plier les patrons. Mais nous avons été vendus par notre syndicat — et là, tous les travailleurs seront d'accord avec ce que je dis là-dessus. Au lieu d'adopter une politique « humaine » envers les patrons, il aurait fallu lutter fermement contre le lock-out, dès le premier jour. A ce compte-là, on aurait vaincu. Mais nous avons fait grève six semaines pour rien. Nous sommes aigris. On a décidé la grève pour les 35 heures, et maintenant, ils ne parlent plus que de questions de congés. On nous a vendus...

L'autre jeudi, on a été à la « Grande commission » (la direction de la grève) pour leur expliquer pourquoi nous faisons grève. On a apporté une couronne mortuaire pour l'enterrement de la semaine de 35 heures. Et là, ils nous ont traités de « gauchistes », d'« extrémistes » et de « gens qui veulent le chaos ».

Tout ce qui nous a été proposé par notre ministre, notre vénéré ministre Fahrman, qui fait partie, d'après ce qu'il dit, d'un parti « ouvrier » — comme les journées libres pour ceux qui travaillent de nuit, dites-moi un peu quel pourcentage de tout le personnel ça concerne : une toute petite partie ! Tous ceux qui ont travaillé de nuit, pendant 25 ou 30 ans, ils seraient bredouilles. Pour toutes ces trente années, ils ne recevraient de notre

ministre « social » Fahrman que les remerciements de la patrie — un coup de pied où je pense, quoi. Moi, par exemple, j'ai travaillé pendant 27 ans en équipe, et pour tout ça — un coup de pied où je pense ! Maintenant, je ne peux plus, pour des raisons de santé ! Et je ne suis pas tout seul dans ce cas, il y a à peu près 35 à 40 % de tout le personnel qui a plus de 50 ans et qui se trouve dans le même cas... C'est pour cela qu'on refuse ces propositions.

En six semaines, les travailleurs ont réappris ce que c'est que la solidarité.

La question des occupations, ça a été discuté beaucoup, pour risquer au lock-out prononcé par les patrons. Il y a des opinions différentes. Mais le syndicat, il ne marche pas. Il faut voir l'aspect juridique, parce qu'en raison du droit de la propriété, l'occupation serait considérée comme « viol de la propriété » et on serait condamné par les tribunaux.

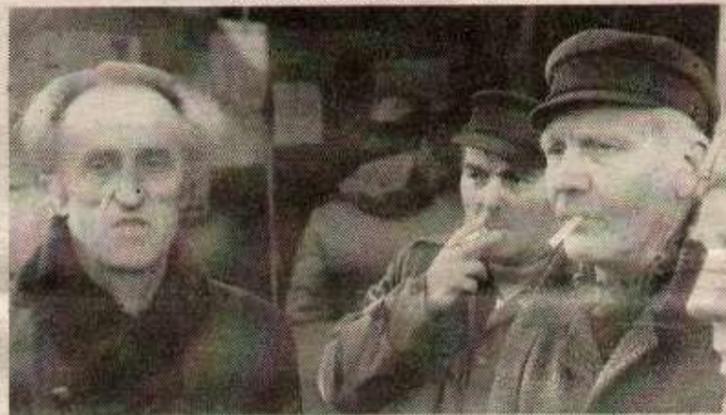
Chez nous, les salariés ont peur des conseils de prud'hommes. Les sentences qui sont prononcées, elles sont variables. Ce sont des tribunaux bourgeois et ils rendent une justice de classe. Un exemple : il y a des sidérurgistes qui voulaient se solidariser avec les grévistes et aller à des meetings d'IG Metall. Et le conseil de prud'hommes de Hagen a dit que ce n'était pas légal, qu'il était interdit d'aller au meeting, que ça nuisait à l'entreprise.

C'est pour cela que de plus en plus de salariés disent : « Ce n'est plus au nom du peuple, mais au nom du Capital. »

Si on voit d'un côté le capital, qui a des liens internationaux et qui est solidement uni sur le plan international, il faut dire franchement qu'il y a des critiques à faire à notre syndicat. Les liens entre nous au plan international doivent être plus intenses, pour mener une lutte internationale contre notre ennemi de classe international.



Un gréviste : sur sa veste IGM (IG Metall). Aide au gréviste. Solidarité avec les grévistes. Les « Jusos » du SPD — lock-outé (Insigne du même type que ceux portés par les détenus des camps hitlériens) (Photo HR)



Marcel Grégoire, sidérurgiste lorrain, (à gauche sur la photo) en discussion avec les travailleurs du piquet de grève (Photo HR)



« Photo de famille » à un piquet de grève de l'usine Mannesmann. De gauche à droite : un gréviste — Karl Heinz Hutter, membre du Comité central du KPD ; un gréviste ; André Druesne, membre du Comité central du PCML ; un gréviste ; Marcel Grégoire, membre du PCML (Photo HR)



Les femmes apportent leur soutien aux grévistes de l'usine Mannesmann. Photo de l'exposition au local des grévistes (Photo HR)